UD FO Maine et Loire

Résolution adoptée par l'Assemblée Générale des syndicats de l'U.D. cgt-Force Ouvrière du Maine-et-Loire

9 octobre 2018

160 adhérents et militants Force Ouvrière se sont réunis dans l'assemblée générale des syndicats de l'Union départementale cgt-FO du Maine-et-Loire 9 octobre 2018.

Cette Assemblée générale se tenait à l'issue de la manifestation intersyndicale (FO, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL) qui a rassemblé 2 800 salariés, étudiants et lycéens (700 dans le cortège FO) contre la politique du gouvernement.

Dans un contexte de crise sans précédent où après 16 mois de mandat, le gouvernement s'apprête à un remaniement d'ampleur, l'Assemblée générale constate néanmoins que les contre-réformes de destructions de tous les droits collectifs se poursuivent et s'accélèrent.

- Après la casse du Code du travail,
- le big bang de la formation professionnelle,
- le pacte ferroviaire,
- les privatisations de pans entiers de secteurs publics,
- le Plan Santé,
- la négociation sur l'assurance chômage où le gouvernement souhaiterait que les organisations syndicales lui disent comment faire 4 milliards d'économies...

les dernières conquêtes ouvrières sont dans la ligne de mire : la Sécurité sociale et les Retraites

L'AG dénonce le transfert des cotisations sociales vers la CSG remettant en cause la solidarité entre les salariés, les chômeurs et les retraités. Ce transfert est également un coup violent porté à la gestion paritaire de notre salaire différé. C'est une volonté marquée d'assujettir les syndicats et de faire d'eux de simples organes de mise en œuvre des politiques gouvernementales.

Face au séisme qui se prépare, l'Assemblée générale invite tous les adhérents à avoir la discussion dans tous les services, dans toutes les entreprises,

- pour expliquer ce que sont les retraites, le régime général, l'ensemble des régimes particuliers et spéciaux, l'ensemble des régimes complémentaires, le Code des pensions civiles et militaires.
- Pour organiser le combat dans l'unité la plus large, pour le retrait du projet de réforme et le maintien de tous les régimes de retraite existants.

Par ailleurs, dans ces conditions, l'Assemblée générale considère que la représentativité de FO dans la fonction publique est un enjeu majeur. C'est pourquoi elle s'engage pleinement dans la préparation des élections professionnelles qui auront lieu du 29 novembre au 6 décembre. Elle invite l'ensemble des adhérents à faire voter Force Ouvrière.

Que ce soit dans le public ou le privé, l'heure n'est pas à laisser des voix au syndicalisme d'accompagnement. Il est plus que jamais nécessaire de renforcer le syndicalisme indépendant qui constitue le point d'appui essentiel pour poser les revendications et définir les moyens d'action efficaces pour gagner qui passent inéluctablement par la grève et le blocage du pays.

Pour FO, ni accompagner, ni « proposer », mais revendiquer !

Adoptée à l'unanimité